

Unité départementale de l'Hérault
Subdivision H2.

Affaire suivie par :

Tél. : _____

Mél. : _____

N/ réf. : UD34/H2/2021/243

Rapport de l'inspection de l'environnement à l'attention de Monsieur le préfet Visite d'inspection du 20 septembre 2021 (date de la précédente visite : 26/01/2021)			
Société : CABM – Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée		Adresse : Route de Bédarieux, ZAC de Mercorent à BEZIERS (34)	
Activité : Traitement des ordures ménagères - VALORBI			
Régime : Autorisation - N° S3IC : 0066-01565			
Établissement : <input type="checkbox"/> prioritaire <input checked="" type="checkbox"/> à enjeux <input type="checkbox"/> autre			
Type d'établissement prioritaire ou à enjeux			
<input type="checkbox"/> Seveso SH/SB	<input checked="" type="checkbox"/> IED	<input type="checkbox"/> Méthanisation	<input type="checkbox"/> Rejet air
<input type="checkbox"/> Rejet eau	<input type="checkbox"/> STEP	<input type="checkbox"/> Produits chimiques	<input type="checkbox"/> SSP
<input type="checkbox"/> Carrières			
<input type="checkbox"/> PAC			
Attributs S3IC de la visite d'inspection			
<input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Bruit <input checked="" type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> Eau de surface <input type="checkbox"/> Eau souterraine <input type="checkbox"/> Légionelles <input type="checkbox"/> Site et sols pollués <input type="checkbox"/> Risques accidentels <input type="checkbox"/> Equipement sous pression	<input type="checkbox"/> Explosifs <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Sécurité / Sûreté <input type="checkbox"/> Stratégie défense incendie <input type="checkbox"/> Vieillessement (AM 4/10/10) <input type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Pollution <input type="checkbox"/> Mise en demeure	<input type="checkbox"/> Illégaux broyeur <input type="checkbox"/> Illégaux VHU <input type="checkbox"/> Illégaux DEEE <input type="checkbox"/> Illégaux ISDI <input type="checkbox"/> Illégaux Autres <input type="checkbox"/> PC : Insp généraliste <input type="checkbox"/> PC : Insp spécialisée <input type="checkbox"/> PC : BIOCIDES <input type="checkbox"/> PC : Fluides frigo/SAO/GESF	<input type="checkbox"/> PC : NANOS <input type="checkbox"/> PC : REACH <input type="checkbox"/> RGIE/Code du travail <input type="checkbox"/> NaTech <input type="checkbox"/> Surveillance marché pyro/explo <input type="checkbox"/> Pic de pollution <input type="checkbox"/> IED/MTD
Commentaire de l'inspecteur : /			

I - Cadrage de l'inspection			
Type : <input checked="" type="checkbox"/> Administrative <input type="checkbox"/> Pénale			
<input checked="" type="checkbox"/> Programmée : <div style="display: flex; flex-wrap: wrap;"> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Instruction en cours</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> PPC 1/3/7</div> <div style="width: 50%;"><input checked="" type="checkbox"/> Hors PPC</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> V Initiale ou Récolement</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Enjeux locaux</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Suivi suites VI</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Recolement MED / sanction</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Installations D ou DC</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Sites illégaux</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Sites non ICPE (FFF, REACH ...)</div> <div style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Coup de poing</div> </div>			
<input type="checkbox"/> Réactive : <input type="checkbox"/> Signalement / Plainte <input type="checkbox"/> Accident / incident <input type="checkbox"/> Contrôle documentaire non-conforme <input type="checkbox"/> Autres			
<input checked="" type="checkbox"/> Inopinée <input type="checkbox"/> Annoncée le :			
Actions nationales AN2021 : orientations thématiques des visites d'inspection (OTVI)			
<input type="checkbox"/> 100 m seveso <input type="checkbox"/> Ammonitrates coop agricole <input type="checkbox"/> Ammonitrates ports <input type="checkbox"/> Biodiv éoliennes <input type="checkbox"/> DC contrôle périodique	<input type="checkbox"/> Emissions particules <input type="checkbox"/> Eoliennes <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> PC créosote <input type="checkbox"/> PC TP08	<input type="checkbox"/> PC gestion déchets <input type="checkbox"/> PC FF trafic illégal <input type="checkbox"/> PC FF volet2 <input type="checkbox"/> REACH autorisation <input type="checkbox"/> Terres excavées	<input type="checkbox"/> Action régional SSD bois
Référentiel d'inspection : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Arrêté préfectoral d'autorisation n°69-180-B du 22 octobre 1969 ✓ Arrêté préfectoral complémentaire n°87-1-2419 du 03 août 1987, ✓ Arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010, ✓ Arrêté du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement 		Thème de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> ✓ tunnels de fermentation ✓ rejets aqueux ✓ capacité de traitement - Divers 	
Inspection réalisée par : Christophe REYNAUD, inspecteur de l'environnement à l'UD 34		Principales personnes rencontrées : <ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Thierry PUJOL (CABM), responsable du traitement des déchets • Monsieur Sabatier (CABM), technicien de maintenance 	
Destinataires du rapport : <input checked="" type="checkbox"/> Classement dossier <input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> DREAL-DRI <input checked="" type="checkbox"/> Préfecture		Pièces annexées au rapport : (1) Tableau des constats (2) Planche photographique	
Suites administratives : <div style="display: flex; flex-wrap: wrap;"> <div style="width: 50%;"> <input checked="" type="checkbox"/> Mise en demeure, respect de prescription <input type="checkbox"/> Mise en demeure, dépôt de dossier <input type="checkbox"/> Mesures d'urgence <input type="checkbox"/> Avec PV de récolement <input type="checkbox"/> Autres : </div> <div style="width: 50%;"> <input type="checkbox"/> Amende <input type="checkbox"/> Astreinte <input type="checkbox"/> Consignation <input type="checkbox"/> Suspension <input type="checkbox"/> Suppression </div> <div style="width: 50%;"> <input type="checkbox"/> Déconsignation <input type="checkbox"/> Liquidation astreinte </div> </div>			
II - Objet de l'inspection			
<p>L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».</p> <p>En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.</p>			

Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

III - Synthèse de la visite et des constatations

L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le contexte particulier de la crise sanitaire COVID 19 en cours, laquelle a nécessité l'adaptation de certaines pratiques d'inspection afin de pouvoir respecter la mise en œuvre des mesures barrière de prévention définies par la DREAL pour la réalisation des contrôles dans les ICPE : limitation des échanges de documents physiques, contrôle en extérieur privilégié, limitation des présences concomitantes dans un même lieu fermé de manière à ne pas s'y tenir à plus de 6 personnes, respect des mesures de distanciation de 1 mètre au moins lors des auditions.

Les consignes de sécurité vis-à-vis du risque sanitaire ont été respectées.

Thème 1 - Tunnels de fermentation :

Des tunnels de fermentations fonctionnent portés ouverts (OBS1).

Le tableau de suivi du processus de compostage tenu par l'exploitant mériterait de distinguer la phase de fermentation et la phase de maturation (OBS2).

L'incendie d'un tunnel de fermentation qui s'est produit le 10 septembre 2021 n'a été déclaré à l'inspection que le 20 septembre 2021 (OBS3).

Thème 2 - Rejets aqueux :

Les eaux de la station de lavage sont rejetées directement dans le bassin étanche du site sans être au préalable traitées par un débouilleur/déshuileur (SMD1)

Les eaux de pluies en contact avec les déchets côté chaîne de tri sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales via un décanteur déshuileur (SMD2)

Thème 3 - Capacité de traitement- Divers :

La quantité moyenne journalière de déchets traités en 2019 et 2020 est supérieure à 200t/j (NC)

La bâche incendie indiquée dans le plan de prévention du 30 mars 2020 a été installée (C)

Visite de terrain :

Les tunnels de fermentation – plateforme extérieure côté chaîne de tri.

IV - Proposition de suites en fonctions des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 1 fait non-conforme, 2 faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction ont été relevés et 3 observations ont été formulées. Ces faits et observations sont récapitulés en annexe.

Suite administrative à donner aux constats non-conformes (NC) :

Si pour l'année 2021 la quantité journalière de déchets traités était supérieure à 200 t/j (ce qui serait contraire à la déclaration de l'exploitant), l'inspection proposerait au préfet de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en proposant une sanction administrative consistant à une amende à l'encontre de l'exploitant en vue de se mettre en conformité aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 1987.

Suites à donner aux constats montrant une situation susceptible de mise en demeure ou de sanction (SMDS) :

Les faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction (SMDS1 à SMDS2) pour lesquels il y a un doute sur la conformité, et les faits relevés qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 90 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral

correspondant.

V - Conclusion

Au regard des constats mis en évidence dans les paragraphes précédents, et en application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement :

1 – l'inspection transmet au préfet le présent rapport,

2 – l'inspection transmet à l'exploitant une copie du présent rapport,

3 – l'inspection demande à l'exploitant :

- dans le cadre de la démarche contradictoire, de faire part de ses observations sur le rapport pour les faits non-conformes (**NC**) et les faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction (**SMDS**), dans un **délai de 90 jours**,
- d'apporter **avant le 31/01/2022** la démonstration de sa conformité sur les points ayant fait l'objet d'un constat de faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction (**SMDS**). L'inspection informe l'exploitant qu'à défaut d'éléments probants reçus dans le délai imparti, elle proposera au préfet de mettre en demeure l'exploitant de s'y conformer.
- de prendre en compte les observations formulées,
- de le confirmer à l'inspection en remplissant le tableau de constats annexé au rapport et dûment signé, et de le transmettre **au plus tard avant le 30 novembre 2021**.

Ces éléments devront être transmis de préférence par messagerie :

<<< christophe.reynaud@developpement-durable.gouv.fr >>>

ou bien par courrier à l'adresse suivante :

À l'attention de Monsieur l'inspecteur

DREAL Occitanie

Unité départementale de l'Hérault

520 allée Henri II de Montmorency

CS 69007

34064 Montpellier - Cedex 02

Annexe 1 au rapport de l'inspection des installations classées :

Tableau des constats

Cette fiche peut être adressée sous format texte : demande à formuler à l'adresse christophe_reynaud@developpement-durable.gouv.fr

Date de l'inspection : 20/09/2021	Exploitant : CABM - VALORBI		
Prescriptions	Constataions de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C, NC SMDS PI, OBS	Réponses de l'exploitant
Thème : Tunnels de fermentation			
Extrait de l'article 3 de l'arrêté du 22 avril 2008 1. Une installation de compostage comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> - une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ; - une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ; - une aire* (ou équipement dédié) de préparation, le cas échéant ; - une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobique ; - une aire* (ou équipement dédié) de maturation ; - une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant ; - une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition, le cas échéant. A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site. L'arrêté préfectoral peut prévoir un nombre minimal d'aires inférieur dans le cas du compostage de déjections animales.	Vu des tunnels de fermentation fonctionnant portent ouvertes (cf annexe photographique). L'exploitant déclare à l'inspection que : <ul style="list-style-type: none"> - les portes des 6 nouveaux tunnels de fermentation sont maintenues ouvertes pour éviter d'emprisonner les oiseaux qui y sont présents, - des effaroucheurs émettant des ultrasons ont été installés de part et d'autre du bâtiment contenant les 6 nouveaux tunnels mais ces dispositifs ne seraient pas suffisants pour faire fuir les oiseaux, Les zones où ont été installés les effaroucheurs sont inaccessibles à cause des déchets, l'inspection n'a donc pas pu constater visuellement leur présence. L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection que les effaroucheurs mis en place fonctionnent correctement quotidiennement.	OBS 1	
2. L'installation n'est pas implantée dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.			

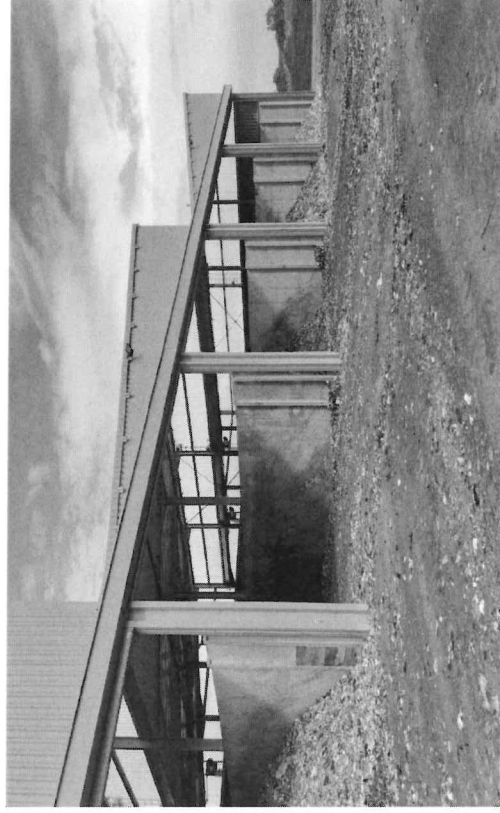
Date de l'inspection : 20/09/2021	Exploitant : CABM - VALORBI	
Prescriptions	Constatactions de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
<p>L'installation est implantée de manière à ce que les différentes aires et équipements mentionnés au 1 soient situés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets. Cette distance minimale est portée de 50 à 200 mètres pour les aires signalées avec un astérisque (*) au 1 du présent article lorsqu'elles ne sont pas fermées, avec traitement des effluents gazeux, et à 100 mètres pour lesdites aires d'installations composant des effluents d'élevage connexes de l'établissement qui les a produits. La distance minimale de 200 mètres s'applique également aux installations, fermées ou non, qui traitent des déchets comportant des matières d'origine animale autres que les ordures ménagères résiduelles, la FFOM, les déchets d'aliments de la restauration, les déjections animales et les matières stercoraires ; - à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivières, des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; 	<p>La CABM déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas disposer de matériel de contrôle permettant de s'assurer du bon fonctionnement quotidien des effaroucheurs installés. - qu'un filet devrait être mis en place au 1er semestre 2022 pour éviter que des oiseaux pénètrent dans les nouveaux tunnels de fermentation et ainsi fermer les portes des tunnels en fonctionnement normal. <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre un plan positionnant les effaroucheurs mis en place, - de disposer d'un appareil de contrôle permettant de s'assurer du bon fonctionnement quotidien des effaroucheurs, - de préciser si les analyses faites le 11/03/2021 par la société Environnement Air (rapport n° RT2021-411 du 22 avril 2021) pour connaître l'impact olfactif autour de l'installation ont été réalisées avec les tunnels portes ouvertes, si tel n'était pas le cas, il est demandé à l'exploitant de compléter son étude en réalisant une nouvelle campagne d'observations olfactives avec le fonctionnement actuel des tunnels de fermentation (portes ouvertes). - de justifier la conformité des installations 	

Date de l'inspection : 20/09/2021		Exploitant : CABM - VALORBI							
Prescriptions	Constataions de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C, NC SMDs PI, OBS	Réponses de l'exploitant						
<p>Extrait de l'annexe 1 de l'arrêté du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement</p> <table><tr><th>PROCEDE</th><th>PROCESS</th></tr><tr><td>Compostage avec aération par retournements.</td><td>Tous semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins trois retournements. Trois jours au moins entre chaque retournement. 33 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.</td></tr><tr><td>Compostage en aération forcée.</td><td>Deux semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins un retournement (opération de retournement après fermentation aérée suivie d'une remise de température à 30 °C pendant vingt-quatre heures). 33 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.</td></tr></table> <p>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 - Conformité au dossier de demande d'autorisation</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p> <p>En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Article R. 512-69 du Code de l'environnement « L'exploitant d'une installation soumise à autorisation », à enregistrerment " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-I. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>	PROCEDE	PROCESS	Compostage avec aération par retournements.	Tous semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins trois retournements. Trois jours au moins entre chaque retournement. 33 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.	Compostage en aération forcée.	Deux semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins un retournement (opération de retournement après fermentation aérée suivie d'une remise de température à 30 °C pendant vingt-quatre heures). 33 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.	<p>de compostage aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 déjà cité en particulier sur les distances d'éloignement prescrites à l'article 3.</p> <p>Vu par sondage pour la période août – septembre 2021, le tableau de suivi du process de compostage tenu par l'exploitant qui montre une durée de traitement en aération forcée de l'ordre de 28 à 30 jours sans identifier la phase de fermentation et de maturation.</p> <p>L'exploitant gagnerait à bien distinguer dans le tableau précité la phase de fermentation et la phase de maturation.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le compostage en aération forcée impose à minima deux semaines de fermentation aérobie en application de l'annexe 1 de l'arrêté du 22/04/08 déjà citée.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection ne pas réaliser pour le moment du compost normé à partir des Omr.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection que l'un des tunnels de fermentation n'est pas utilisé car il a été mis hors service par un incendie qui s'est produit le 10 septembre 2021.</p>	<p>OBS2</p>	
PROCEDE	PROCESS								
Compostage avec aération par retournements.	Tous semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins trois retournements. Trois jours au moins entre chaque retournement. 33 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.								
Compostage en aération forcée.	Deux semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins un retournement (opération de retournement après fermentation aérée suivie d'une remise de température à 30 °C pendant vingt-quatre heures). 33 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.								

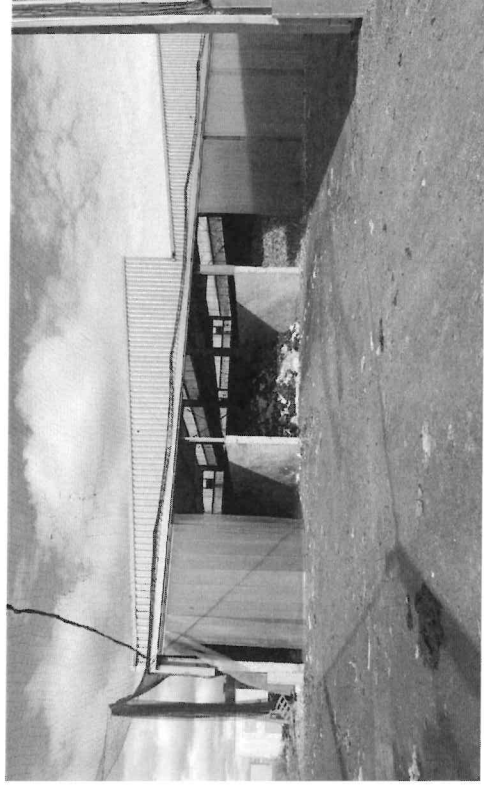
Exploitant : CABM - VALORBI			
Date de l'inspection : 20/09/2021	Prescriptions	Constatactions de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
			C, NC SMDS PI, OBS
d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »		Cet incident a été déclaré à l'inspection lors de la présente visite, soit au bout de 10 jours. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident conformément à l'article R 512-69 du code de l'environnement	OBS3
Thème : Effluents aqueux			
Article 4.31 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 – Dispositions générales Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents liquides issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les installations de stockage ou de traitement appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des effluents est interdite.		L'exploitant déclare à l'inspection que les eaux de pluies en contact avec les déchets du site sont toutes collectées et rejetées, après passage dans un décanteur/déshuileur, dans le bassin étanche (bassin de lixiviats) du site, exceptées : - les eaux de la station de lavage qui sont rejetées directement dans le bassin de lixiviats du site sans être au préalable traitées par un débourbeur/déshuileur, - les eaux de pluies en contact avec les déchets côté chaîne de tri. En effet, celles-ci sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales via un décanteur déshuileur. Il est demandé à l'exploitant de : - traiter les effluents de la station de lavage dans un décanteur déshuileur avant de les mélanger avec les autres lixiviats conformément à l'article 4.3.1 de l'arrêté	SMDS1 SMDS2

Date de l'inspection : 20/09/2021	Exploitant : CABM - VALORBI		
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C, NC SMDS PI, OBS	Réponses de l'exploitant
<p>Extrait de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 – Eaux de ruissellement</p> <p>Les eaux de ruissellement sont récupérées dans un bassin étanche de collecte d'un volume minimal de 1000 m³.</p>	<p>préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010, sauf à démontrer que ces effluents n'ont pas à être pré-traités via un décanteur/déshuileur,</p> <ul style="list-style-type: none"> - récupérer les eaux pluviales en contact avec les déchets (côté chaîne de tri) dans un bassin étanche en application de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 et de justifier la conformité du traitement avec les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire précité. 		
Thème : capacité de traitement - Divers			
<p>Extrait de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 1987 – L'exploitant de cette usine devra se conformer strictement aux prescriptions suivantes :</p> <p>1° - la capacité maximale de traitement de l'usine est portée à 200 tonnes par jour d'ordures ménagères et de déchets urbains assimilés ; les ordures seront apportées en quantités telles qu'elles puissent être traitées dans un délai maximum de 24 heures.</p> <p>[...]</p> <p>Extrait de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019-I-1547 du 4 décembre 2019</p> <p>La Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée exploitant d'une usine de traitement de déchets non dangereux sur la commune de Béziers est mise en demeure de respecter dans un délai de : [...]</p> <p>- un mois à compter de la date du présent arrêté, l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du</p>	<p>L'exploitant déclare à l'inspection que les déchets reçus sur le site sont traités en moins de 24h conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 1987.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, vu par sondage dans les rapports d'activité Valorbi des années 2019 et 2020 ceci :</p> <p>La quantité moyenne journalière de déchets traités est (sachant que l'exploitant ne travaille pas le dimanche) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2019, un peu plus de 200 t/j car les installations ont pré-traitées 62 738 tonnes d'OMR, - en 2020, plus de 209 t/j car les installations ont pré-traitées 65 699 tonnes d'OMR. <p>NC</p> <p>L'exploitant ne respecte pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2019 car il a traité en 2019 et 2020 plus de 200 t/j de déchets.</p>		

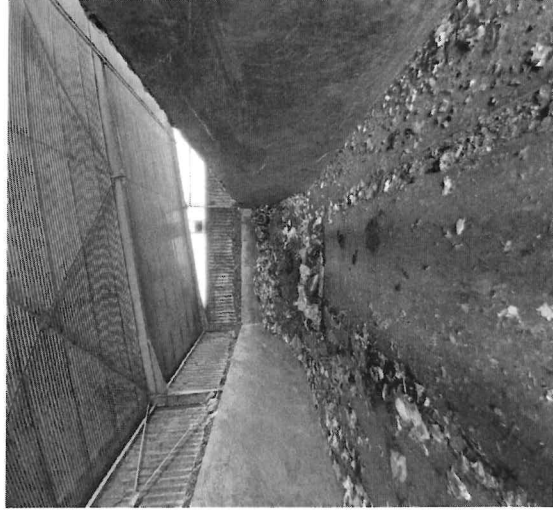
Annexe 2 - Planche photographique



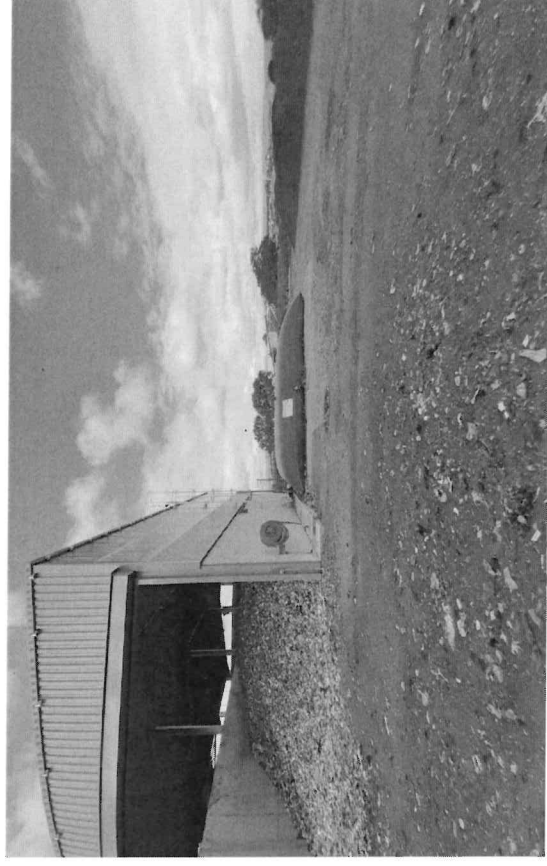
Bâtiment contenant les 6 nouveaux tunnels (tunnels ouverts)



Bâtiment contenant les 4 tunnels (tunnels ouverts)



Tunnel où un incendie est survenu



Bâche incendiée et RIA (bâtiment contenant les 6 nouveaux tunnels)